

projet de Charte soumis à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et l'emploi par la Commission préparatoire, pourra, avant le 1er janvier 1949, signifier par écrit aux PARTIES CONTRACTANTES qu'elle choisit d'appliquer les dispositions de l'annexe J au présent Accord, qui incorpore ces principes, au lieu des dispositions des alinéas b) et c) du présent paragraphe. Les dispositions des alinéas b) et c) ne seront pas applicables aux parties contractantes qui auront opté pour l'annexe J; inversement les dispositions de l'annexe J ne seront pas applicables aux parties contractantes qui n'auront pas fait ce choix.

e) La politique générale de restriction des importations appliquée en vertu des alinéas b) et c) ou en vertu de l'annexe J pendant la période de transition d'après-guerre devra favoriser dans toute la mesure du possible le développement maximum du commerce multilatéral au cours de ladite période et rétablir le plus vite possible la balance des paiements de manière qu'il ne soit plus nécessaire d'avoir recours aux dispositions de l'article XII, ou à des arrangements de change transitoires.

f) Une partie contractante ne pourra invoquer les dispositions des alinéas b) et c) du présent paragraphe ou celles de l'annexe J pour déroger aux dispositions de l'article XIII que pendant la période où elle pourra se prévaloir des dispositions relatives à la période transitoire d'après-guerre prévue à l'article XIV des Statuts du Fonds monétaire international ou d'une disposition analogue d'un accord spécial de change conclu en vertu du paragraphe 6 de l'article XV.

g) Le 1er mars 1950 au plus tard (soit trois ans après la date à laquelle le Fonds monétaire international a commencé ses opérations) et au cours de chacune des années qui suivront,